

REQUETE  
A  
MADAME OU MONSIEUR LE JUGE DES REFERES  
DU CONSEIL D'ETAT  
AUX FINS DE SUSPENSION D'EXECUTION  
( articles L. 521-1, L. 522-1 du Code de justice  
administrative )

**POUR:**

- 1°) Monsieur Grégoire KRIKORIAN**  
, de nationalité française, Commissaire Divisionnaire Honoraire de la Police Nationale,
- 2°) son épouse, Madame Suzanne KRIKORIAN née TATOYAN** de nationalité française, Professeur retraité,
- 3°) Monsieur Jean AGOPIAN**  
de nationalité française, Médecin retraité,
- 4°) son épouse, Madame Marie AFARIAN épouse AGOPIAN**  
de nationalité française, retraitée,
- 5°) Monsieur Jean-Marie AGOPIAN**  
de nationalité française, Médecin,
- 6°) Monsieur Gilbert BEGUIAN**  
de nationalité française, Ingénieur retraité,

**7°) Monsieur Jean JURAMY**  
de nationalité française, Gérant de Société,

**8°) Monsieur Jacques KURKDJIAN**  
de nationalité française, Ingénieur,

**9°) Monsieur Pierre François Emilien THIOLETT** de nationalité française, Juriste,

**10°) Monsieur Jean-Pierre Francis THIOLETT** de nationalité française, Journaliste,

**11°) Monsieur Alex MONCLARD**  
de nationalité française,

**12°) Maître Philippe KRIKORIAN**,  
, de nationalité française, Avocat à la Cour ( Barreau de Marseille ) - **adresse postale BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20** - Tél. 04 91 55 67 77 - Fax 04 91 33 46 76 - Courriel [Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr](mailto:Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr) – Site internet [www.philippekrimorian-avocat.fr](http://www.philippekrimorian-avocat.fr),

**Demandsurs,**

Tous représentés par **Maître Philippe KRIKORIAN**, Avocat à la Cour ( Barreau de Marseille ), dont le Cabinet est sis 14, Rue Breteuil 13001 MARSEILLE – **adresse postale BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20** - Tél. 04 91 55 67 77 - Fax 04 91 33 46 76 - Courriel [Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr](mailto:Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr) – Site internet [www.philippekrimorian-avocat.fr](http://www.philippekrimorian-avocat.fr),

( cf CEDH 11 Février 2014, Masirevic c. Serbie, n°3067/08 irrévocable le 11 Mai 2014 )

inscrit au **RPVA** et à **Télérecours**;

**CONTRE:**

L'ETAT pris en la personne de :

**Monsieur le Premier ministre**, domicilié Hôtel de Matignon, 57, Rue de Varenne 75700 PARIS,

A raison du **décret n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles** ( JORF 1er Mars 2015, texte 9 sur 45 ) ( *pièce n°1* ), notamment ses articles **5, 32, 34, 37 et 38**,

objet du **recours pour excès de pouvoir** déposé au **Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat** le 30 Avril 2015, à 21h22 – n° **provisoire 31886** ( *pièces n°9 et 10* );

**PLAISE A MADAME OU MONSIEUR LE JUGE DES REFERES DU CONSEIL D'ETAT**

.../...

L'exposé de la situation litigieuse ( I ) précédera la discussion juridique ( II ).

### I-/ RAPPEL DES FAITS ET DES PROCEDURES ANTERIEURES

Monsieur et Madame Grégoire KRIKORIAN et les autres requérants ( ci-après « les requérants » ) ont demandé, selon requête déposée le 30 Avril 2015 à 21h22, au **Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat**, via **TELERECOURS** ( *pièces n°9 et 10* ), l'**annulation pour excès de pouvoir** du **décret n°2015-233 du 27 Février 2015** relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles ( *pièce n°1* ) et notamment de ses articles **5, 32, 34, 37 et 38**, aux termes desquels :

Art. 5 :

*« Les parties sont représentées par un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.*

*L'Etat est dispensé du ministère d'avocat. Les mémoires, lorsqu'ils ne sont pas présentés par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, doivent être signés par le ministre intéressé ou par le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.*

*L'Etat est représenté par le ministre dont relève l'administration concernée. »*

**Art. 32.** – Lorsqu'une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif a, par une décision qui n'est plus susceptible de recours, décliné la compétence de l'ordre de juridiction auquel elle appartient au motif que le litige ne ressortit pas à cet ordre, toute juridiction de l'autre ordre, saisie du même litige, si elle estime que le litige ressortit à l'ordre de juridiction primitivement saisi, doit, par une décision motivée qui n'est susceptible d'aucun recours même en cassation, renvoyer au Tribunal des conflits le soin de décider sur la question de compétence ainsi soulevée et surseoir à toute procédure jusqu'à la décision du tribunal.

**Art. 34.** – Si le Tribunal des conflits estime que la juridiction qui a prononcé le renvoi n'est pas compétente pour connaître de l'action ou de l'exception ayant donné lieu à ce renvoi, il déclare nuls et non avenus, sauf la décision de renvoi elle-même, l'ensemble des jugements et actes de procédure auxquels cette action ou exception a donné lieu devant la juridiction qui a prononcé le renvoi ainsi que devant toutes autres juridictions du même ordre.

S'il estime que la juridiction de l'autre ordre a rendu à tort sur le même litige ou la même exception, entre les mêmes parties, un jugement d'incompétence, le Tribunal des conflits déclare nul et non avenu le jugement de la juridiction qui a décliné à tort sa compétence et renvoie l'examen du litige ou de l'exception à cette juridiction.

**Art. 37.** – Lorsque les juridictions de chacun des deux ordres se sont irrévocablement déclarées incompétentes sur la même question, sans que la dernière qui a statué n'ait renvoyé le litige au Tribunal des conflits, les parties intéressées peuvent le saisir d'une requête aux fins de désignation de la juridiction compétente.

La requête expose les données de fait et de droit ainsi que l'objet du litige et est accompagnée de la copie des décisions intervenues.

.../...

**Art. 38.** – Le recours devant le Tribunal des conflits est introduit dans les deux mois à compter du jour où la dernière en date des décisions d'incompétence est devenue irrévocable.

Ils ont, par **mémoire distinct et motivé**, à l'occasion et à l'appui de leur recours pour excès de pouvoir, posé la **question prioritaire de constitutionnalité ( QPC )** :

1°) de l'article **91** de la **loi sur les finances** du 28 Avril 1816 ( Bull. des lois, 7° S., B. 81, n°623 ) ;

2°) des **dispositions législatives** de l'**ordonnance** du 10 Septembre 1817 ( **Louis XVIII** )  
« *qui réunit, sous la dénomination d'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement, le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'Ordre.* »,

soit son **préambule** et ses articles **1er, 2, 3-1, 4, 6, 7, 9, 10, 13, alinéas 2 à 6, 13-1, 13-2, 14 et 16** ;

3°) des articles **4 et 5** de la **loi** n°71-1130 du 31 Décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques,

4°) de l'article **13** de la **loi** n°2015-177 du 16 Février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures,

fondements légaux, mais **inconstitutionnels**, du règlement attaqué.

Suivant la **logique juridique** qui préside à leur recours, les requérants entendent, ici, demander le bénéfice d'une **protection juridictionnelle provisoire** que leur doit l'Etat.

## II-/ DISCUSSION

Aux termes de l'article **L. 521-1** du Code de justice administrative ( CJA ) :

*« Quand une **décision administrative**, même de rejet, fait l'objet d'une **requête en annulation** ou en réformation, le **juge des référés**, saisi d'une demande en ce sens, peut **ordonner la suspension de l'exécution** de cette décision, ou de **certains de ses effets**, lorsque **l'urgence** le justifie et qu'il est fait état d'un **moyen propre à créer**, en l'état de l'instruction, un **doute sérieux quant à la légalité** de la décision.*

*Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision. »*

Les conditions du prononcé de la suspension sont toutes réunies, en l'occurrence.

Seront, donc, examinés, tout à tour :

D'une part, **l'urgence ( II-A )**.

D'autre part, le **doute sérieux** quant à la légalité du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles ( **II-B** ).

**II-A/ L'URGENCE : L'IMMINENT DESSAISISSEMENT DU TRIBUNAL DES CONFLITS DE LA REQUETE DONT MONSIEUR ET MADAME GREGOIRE KIRKORIAN ET D'AUTRES REQUERANTS L'ONT SAISI LE 19 NOVEMBRE 2014**

Aux termes des articles **37** et **38** du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles, traitant du **conflit négatif** :

**Art. 37.** – Lorsque les juridictions de chacun des deux ordres se sont irrévocablement déclarées incompétentes sur la même question, sans que la dernière qui a statué n'ait renvoyé le litige au Tribunal des conflits, les parties intéressées peuvent le saisir d'une requête aux fins de désignation de la juridiction compétente.

La requête expose les données de fait et de droit ainsi que l'objet du litige et est accompagnée de la copie des décisions intervenues.

**Art. 38.** – Le recours devant le Tribunal des conflits est introduit dans les **deux mois** à compter du jour où la dernière en date des décisions d'incompétence est devenue **irrévocable**.

Quant à l'application du décret dans le temps, elle fait l'objet de son **TITRE III « DISPOSITIONS FINALES »** où prennent place notamment les articles **49** et **50** :

Article **49.** - « *Le décret du 26 octobre 1849 réglant les formes de procéder du Tribunal des conflits est abrogé.* »

**Art. 50.** – La date prévue au III de l'article 13 de la loi no 2015-177 du 16 février 2015 susvisée pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives au Tribunal des conflits est fixée au 1er avril 2015. Le présent décret entre en vigueur à la même date.

S'agissant des **conflits positifs**, les dispositions de l'article 13 de la loi no 2015-177 du 16 février 2015 susvisée et celles du présent décret sont applicables aux procédures donnant lieu à un déclinatoire de compétence présenté **à compter du 1er avril 2015**.

Les dispositions du titre II du présent décret sont applicables aux jugements rendus à compter de la même date.

Il résulte des dispositions qui précèdent qu'à la différence des **conflits positifs** auxquels le décret ne sera applicable qu'à compter du 1er Avril 2015, le décret est, en **l'absence de mesures transitoires** les concernant, **immédiatement applicable aux conflits négatifs**, comme celui dont les requérants ont saisi le **Tribunal des conflits** dès le 19 Novembre 2014.

Ainsi, en application du décret attaqué ( articles **37, 49 et 50, alinéa 1er** ), le **Tribunal des conflits** pourrait, très prochainement, se considérer comme **dessaisi** dudit recours dès lors que l'arrêt rendu le 30 Janvier 2014 ( *pièce n°4* ) par lequel la **Cour d'appel d'Aix-en-Provence** s'est, à son tour, **déclarée incompétente** pour connaître du même litige pour lequel le **Conseil d'Etat** avait décliné sa propre compétence par arrêt du 26 Novembre 2012 ( *pièce n°3* ), **n'est pas irrévocable**, pour avoir été frappé d'un **pourvoi pendant devant la Cour de cassation** ( *pièces n°5, 13, 18, 19 et 22* ).

La condition d'**urgence** exigée par l'article **L. 521-1** CJA est satisfaite, dès lors que le **dessaisissement** du **Tribunal des conflits** peut intervenir **à tout moment**.

La requête aux fins de suspension n'a pas, pour autant, perdu son **objet** puisqu'au jour de sa présentation, les requérants n'ont pas été avisés d'un tel dessaisissement.

En outre, dans l'hypothèse d'un renvoi au **Tribunal des conflits** de la question de compétence par la **Cour de cassation**, sur le fondement de l'article **34** du **décret** du 26 Octobre 1849 ou de l'article **32** du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015, le **Tribunal des conflits** pourrait se considérer autorisé à ne pas désigner la juridiction compétente pour statuer sur la demande de transposition adéquate – **sans le paragraphe 4 de l'article 1er** – de la **décision-cadre** du 28 Novembre 2008.

Dans les deux cas, l'application du décret attaqué ferait **illicitement et irréversiblement obstacle** à l'examen effectif de la demande des requérants.

La première condition d'**urgence** de l'article **L. 521-1** CJA est, ainsi, satisfaite.

**II-B/ LE DOUTE SERIEUX QUANT A LA LEGALITE DU DECRET N°2015-233  
DU 27 FEVRIER 2015 RELATIF AU TRIBUNAL DES CONFLITS ET AUX  
QUESTIONS PREJUDICIELLES**

Les requérants ont présenté, le 30 Avril 2015, des moyens de **légalité externe** et de **légalité interne** au soutien de leur **demande d'annulation du décret n°2015-233 du 27 Février 2015**:

1°) du chef de son article **5** ( **ministère obligatoire d'Avocat** au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ) ;

2°) du chef de ses articles **32, 34, 37** et **38** ( tentative de réintroduire **l'acte de gouvernement** dans l'ordonnancement juridique républicain ) ;

3°) **en tant qu'il ne comporte pas, s'agissant des conflits négatifs, de mesures transitoires relatives aux instances en cours** devant le **Tribunal des conflits** à la date de son entrée en vigueur intervenue, comme l'indique son article **50, alinéa 1er**, conformément à l'article **1er** du Code civil, le 1er Avril 2015.

\*

Retiendront, ici, davantage l'attention :

- D'une part, **l'incompétence du pouvoir réglementaire** pour **mettre en cause le droit à un recours juridictionnel effectif**, garanti par l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 ( **DDH** ) ( **II-B-1** ).

- De deuxième part, **l'incompatibilité** des articles **5, 32, 34, 37** et **38** du **décret n°2015-233** du 27 Février 2015 avec l'article **13** de la **loi n°2015-177** du 16 Février 2015 ( **II-B-2** ).

- De troisième part, **l'absence de mesures transitoires** en ce qui concerne les procédures de **conflit négatif** dont le **Tribunal des conflits** a été saisi avant le 1er Avril 2015, date d'entrée en vigueur du décret litigieux ( **II-B-3** ).

**II-B-1/ L'INCOMPETENCE DU POUVOIR REGLEMENTAIRE POUR METTRE EN CAUSE LE DROIT A UN RECOURS JURIDICTIONNEL EFFECTIF (ART. 16 DDH)**

Aux termes de l'article 16 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 ( DDH ) :

*« Toute Société dans laquelle la **garantie des droits** n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution. ».*

Il est acquis, dans cet ordre d'idées, qu' *« il ressort de cette disposition qu'il ne doit pas être porté d'atteintes substantielles au droit des personnes intéressées d'exercer un recours effectif devant une juridiction ; »* ( CC, Décision n° 2013-350 QPC du 25 octobre 2013 - Commune du Pré-Saint-Gervais, consid. 4: diffamation des collectivités territoriales ; CC, décision n° 2014-387 QPC du 4 avril 2014 -M. Jacques J., - consid. 3 : visites domiciliaires ; CC, décision n°2014-403 QPC du 13 Juin 2014, M. Laurent L., consid. 3 : inconstitutionnalité de l'article 380-11, alinéa 5 du Code de procédure pénale prescrivait, devant la cour d'assises d'appel, la caducité de l'appel de l'accusé en fuite ).

Le **Conseil d'Etat** juge, de même, que *« la **garantie** ainsi proclamée implique le **droit** pour les personnes intéressées d'exercer un recours effectif devant une juridiction; que la définition par le **pouvoir réglementaire** des modalités de mise en œuvre de ce droit devant la **juridiction administrative** ne saurait conduire à porter atteinte à sa **substance même**; ( ... ) »* ( CE, 4ème et 6ème sous-sections réunies, 21 Décembre 2001, M. et Mme HOFMANN, n°222862; CE, 4ème et 6ème sous-sections réunies, 30 Juillet 2003, M. M'BOW et autres, n°247376, 248089, 251088 ).

On sait, dans cet ordre d'idées, que l'article 34 de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 confie, au **seul législateur**, la mission de **fixer les règles** concernant *« les **garanties fondamentales** accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques »* au rang desquelles figure le **droit constitutionnel à un recours juridictionnel effectif**.

Ce principe est bien reçu par le **Tribunal des conflits** :

*« ( ... ) par application des dispositions de l'article 34 de la Constitution en vertu desquelles la loi fixe les règles concernant les **garanties fondamentales** accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques, c'est au législateur seul qu'il appartient de fixer les limites de la compétence des juridictions administratives et judiciaires; ( ... ) »* ( TC, 20 Octobre 1997, M. ALBERT c/ CPAM de l'Aude et autres, n°3032 ).

Le **pouvoir réglementaire** n'est, donc, compétent que pour édicter les **mesures d'application** des **conditions** et des **limites** – fixées par le **législateur** - dans lesquelles s'exerce le **droit d'accès au juge**.

Excède, à l'évidence, la compétence du **Premier ministre** la décision de :

1°) subordonner, à peine d'**irrecevabilité** de la requête - l'**accès effectif au Tribunal des conflits** à la représentation des parties – à l'exception de l'Etat - par Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation;

2°) confier au **Tribunal des conflits** le pouvoir de ne désigner, en définitive, **aucun ordre juridictionnel français** pour connaître au fond du litige soumis aux juridictions des deux ordres.

C'est, pourtant, à cette **solution paradoxale** que conduit l'application du décret litigieux.

Ce faisant, le décret attaqué a **excédé les limites de l'habilitation législative** et méconnu les articles **34** et **37** de la Constitution combinés.

**II-B-2/ L'INCOMPATIBILITE DES ARTICLES 32, 34, 37 ET 38 DU DECRET N°2015-233 DU 27 FEVRIER 2015 AVEC L'ARTICLE 13 DE LA LOI N°2015-177 DU 16 FEVRIER 2015 ET LA VIOLATION PAR LE REGLEMENT DU DROIT CONSTITUTIONNEL A UN RECOURS JURIDICTIONNEL EFFECTIF ( ART. 16 DDH )**

Sous réserve du grief d'**incompétence négative** développé dans le **mémoire** portant **question prioritaire de constitutionnalité** du 30 Avril 2015 notamment contre l'article **13** de la **loi** n°2015-177 du 16 Février 2015, en tant que son silence laisse le champ libre au règlement pour tenter illicitement de réintroduire **l'acte de gouvernement** dans l'ordonnancement juridique républicain, la loi n'a pas pu constitutionnellement confier au pouvoir réglementaire la mission d'abolir la **garantie des droits** consacrée par l'article **16 DDH**.

La **loi** ne saurait, en conséquence, **faire écran** entre le **décret** et la **Constitution** ( v. dans le même sens **CE, 10 Octobre 1997, Fédération Nationale des Experts-Comptables, n°178956** : la **théorie de la loi écran** ne saurait empêcher le juge administratif de censurer un acte réglementaire violant un **principe de valeur constitutionnelle** comme le **principe d'égalité** ).

La violation par le décret litigieux de l'article **16 DDH** est patente en tant que par ses articles **32, 34, 37** et **38** il tente de réintroduire **l'acte de gouvernement** dans l'ordonnancement juridique républicain, **radicalement incompatible** avec le **droit constitutionnel à un recours juridictionnel effectif**, lequel suppose un ordre de juridiction, à tout le moins, compétent pour connaître d'un litige donné.

Le **Conseil constitutionnel** a, en effet, dès **1987**, dressé un **diptyque** de la compétence juridictionnelle en mettant en exergue le **principe** de la **compétence du juge administratif** pour connaître du contentieux des « *décisions prises, dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif* » :

« **15. Considérant que les dispositions des articles 10 et 13 de la loi des 16 et 24 août 1790 et du décret du 16 fructidor An III qui ont posé dans sa généralité le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires n'ont pas en elles-mêmes valeur constitutionnelle ; que, néanmoins, conformément à la conception française de la séparation des pouvoirs, figure au nombre des "principes fondamentaux reconnus par les lois de la République" celui selon lequel, à l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire, relève en dernier ressort de la compétence de la juridiction administrative l'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif, leurs agents, les collectivités territoriales de la République ou les organismes publics placés sous leur autorité ou leur contrôle ; ( ... )** »

( **CC, décision n°86-224 DC du 23 Janvier 1987**, Loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence, consid. **15 – pièce n°11** ) ;

« **19.** *Considérant que, conformément à la conception française de la séparation des pouvoirs, figure au nombre des " principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ", celui selon lequel, à l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire, relève en dernier ressort de la compétence de la juridiction administrative l'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif, leurs agents, les collectivités territoriales de la République ou les organismes publics placés sous leur autorité ou leur contrôle ; »*

( CC, décision n°89-261 DC du 28 Juillet 1989, Loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France, consid. 19 – pièce n°12 ).

La Cour de cassation a eu récemment l'occasion d'appliquer les principes constitutionnels susvisés à un litige mettant en cause la théorie des actes de gouvernement ( Cass. 1° Civ., 04 Février 2015, Grégoire et Suzanne KRIKORIAN et a. c/ Premier ministre et Préfet des Bouches-du-Rhône, n°B 14-21.309, QPC – [www.philippekrikorian-avocat.fr](http://www.philippekrikorian-avocat.fr), n°190, 06.02.2015 – pièce n°13 ).

En substituant au mot « *administration* » qu'employait, jusqu'ici, le Tribunal des conflits dans sa jurisprudence ( TC, 17 Octobre 2011, SCEA du Chéneau, n° C3828 ) - à la formation de laquelle elle concourt - , la formule « *autorités exerçant le pouvoir exécutif* », la **juridiction Suprême de l'ordre judiciaire français** tire un trait sur deux cents ans d'une pratique dominée par la **raison d'Etat** conférant l'**immunité juridictionnelle** aux **actes dits politiques**.

Telle est la nécessaire conclusion que l'on tire de l'**arrêt révolutionnaire** précité – au sens étymologique, en tant qu'il amorce un **nouveau cycle juridictionnel** - rendu le 04 Février 2015 écoulé par la **Première Chambre civile** et **publié sur le site officiel de la Cour de cassation** ( Cass. 1° Civ., 04 Février 2015, Grégoire et Suzanne KRIKORIAN et a. c/ Premier ministre et Préfet des Bouches-du-Rhône, n°B 14-21.309, QPC – [www.philippekrikorian-avocat.fr](http://www.philippekrikorian-avocat.fr), n°190, 06.02.2015 ). Notons que l'audience publique a réuni pas moins de **quinze hauts Conseillers**, soit presque aussi nombreux que la **Grande Chambre** de la **Cour européenne** qui vient de siéger à dix-sept juges, le 28 Janvier 2015 dernier dans l'affaire PERINCEK c. SUISSE.

L'invocation de « *la conception française de la séparation des pouvoirs* » qu'illustre l'article 13 de la loi des 16-24 Août 1790, - objet de la QPC dont elle était saisie - permet à la Haute juridiction judiciaire de découvrir, à son tour, parmi les « *principes fondamentaux reconnus par les lois de la République* » « *celui selon lequel, à l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire, relève en dernier ressort de la compétence de la juridiction administrative l'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif ; »*.

La référence à des **principes supérieurs** reconnus comme ayant **valeur constitutionnelle** (CC n°71-44 DC, 16 Juillet 1971, liberté d'association ) autorise la **Cour de cassation** à étendre le champ de compétence du **juge administratif** aux décisions prises « *dans l'exercice des prérogatives de puissance publique, par les autorités exerçant le pouvoir exécutif* », formule qui désigne nettement la **fonction gouvernementale** et non plus la seule **fonction administrative** ( v. **communiqué de presse de Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 08 Février 2015 intitulé « *L'acte de gouvernement est tombé!* », publié le 09 Février 2015 sur le site [www.philippekrikoriant-avocat.fr](http://www.philippekrikoriant-avocat.fr) – pièce n°14 ).

On se souvient, ici, que la jurisprudence constitutionnelle peut se réclamer de l'article **62, alinéa 3** de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 qui attache aux décisions du **Conseil constitutionnel** une **autorité de la chose jugée erga omnes** :

« *Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles* », parmi celles-ci, le **Conseil d'Etat** et le **Tribunal des conflits**.

Très tôt, le **Conseil constitutionnel** a donné à cette norme une **portée maximale** en décidant que « *l'autorité des décisions visées par cette disposition s'attache non seulement à leur **dispositif** mais aussi aux **motifs** qui en sont le **soutien nécessaire** et en constituent le **fondement même** ;* »

( **CC, décision n°62-18 L du 16 Janvier 1962**, Nature juridique des dispositions de l'article 31 - alinéa 2 - de la loi n°60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole ).

Il est manifeste, dans ces conditions, que :

1°) Le considérant **15** précité de la **décision n°86-224 DC du 23 Janvier 1987**, Loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence ( *pièce n°11* ),

est le **soutien nécessaire** et le **fondement même** du **dispositif** ( article **1er** ) par lequel le **Conseil constitutionnel** déclare « *La loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence* » **contraire dans son entier à la Constitution**.

( **CC, décision n°86-224 DC du 23 Janvier 1987**, Loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence, consid. **15** ).

2°) De même, le considérant **19** de la **décision n°89-261 DC du 28 Juillet 1989**, Loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France ( *pièce n°12* ),

aux termes duquel :

« **19.** *Considérant que, conformément à la conception française de la séparation des pouvoirs, figure au nombre des " principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ", celui selon lequel, à l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire, relève en dernier ressort de la compétence de la **juridiction administrative** l'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice des **prérogatives de puissance publique**, par les **autorités exerçant le pouvoir exécutif**, leurs agents, les collectivités territoriales de la République ou les organismes publics placés sous leur autorité ou leur contrôle ;* »

est le **soutien nécessaire** et le **fondement même du dispositif** ( article **1er** ) par lequel le **Conseil constitutionnel** déclare « *L'article 10 de la loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France* » **contraire à la Constitution** ( **CC, décision n°89-261 DC du 28 Juillet 1989**, Loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France, consid. **19** ).

Ces motifs jouissent, dès lors, de l'**autorité de chose jugée erga omnes** que l'article **62, alinéa 3** attache aux décisions du **Conseil constitutionnel**.

On tire de la jurisprudence du **Conseil constitutionnel** qu'à l'exception des matières réservées par nature à l'autorité judiciaire et sauf faculté du législateur d'unifier les règles de compétence au sein d'un seul ordre de juridiction, pour répondre aux nécessités d'une bonne administration de la justice, le **principe** demeure que le contentieux des décisions prises, dans l'**exercice des prérogatives de puissance publique** par les **autorités exerçant le pouvoir exécutif** appartient à la **juridiction administrative**.

On en déduit logiquement que les **pouvoirs publics**, de même que **toutes les autorités administratives et juridictionnelles**, notamment le **Conseil d'Etat** et le **Tribunal des conflits** doivent reconnaître qu'une décision, tel le **refus du Premier ministre de déposer un projet de loi** tendant à transposer une norme de droit dérivé de l'Union européenne, comme une **directive** ou une **décision-cadre**, doit pouvoir être déférée à la censure d'un juge qui, **en l'absence de dispositions législatives contraires**, est le **juge administratif** et, plus précisément, le **Conseil d'Etat** lui-même.

Ainsi, **l'absence de dispositions législatives** désignant spécialement un ordre de juridiction pour connaître du contentieux des actes du Premier ministre, dans sa **fonction pro-législative** ( **amorcer un processus législatif** ) n'est pas susceptible de priver les requérants d'une **protection juridictionnelle effective** ( art. **16 DDH** ), mais, inversement, a pour conséquence de ne pas retirer au **Conseil d'Etat** sa **compétence de principe**, que celui-ci, doit, en conséquence, assumer.

Le **Tribunal des conflits**, lui-même, vient de reconnaître, pour la première fois – comme l'indique le communiqué officiel ( *pièce n°16* ) - l'**autorité de chose jugée erga omnes** des décisions du **Conseil constitutionnel**, en visant expressément l'article **62** de la **Constitution** :

« *Considérant qu'aux termes de l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ ; que selon les articles L. 552-1 et L. 552-7 du même code, la prolongation de la rétention, dans la limite de deux fois vingt jours, est subordonnée à des décisions du juge judiciaire ; qu'il résulte des **réserves d'interprétation** dont le **Conseil constitutionnel** a assorti la déclaration de conformité à la Constitution de ces dispositions législatives, dans ses décisions n° 2003-484 DC du 20 novembre 2003 et n° 2011-631 DC du 9 juin 2011, et **qui s'imposent à toutes les autorités administratives et juridictionnelles en vertu de l'article 62 de la Constitution**, qu'il appartient au juge judiciaire de mettre fin, à tout moment, à la rétention administrative, lorsque les circonstances de droit ou de fait le justifient ; qu'il résulte de ce qui précède que le juge judiciaire est seul compétent pour mettre fin à la rétention lorsqu'elle ne se justifie plus pour quelque motif que ce soit ; que ce juge est dès lors compétent pour connaître du litige opposant M. H. au préfet de Seine-et-Marne ; que, toutefois, les délais légaux de rétention étant expirés, il n'y a pas lieu de renvoyer les parties devant cette juridiction ; ( ... ) »*

( TC, 09 Février 2015, M. H c/ Préfet de Seine-et-Marne, n°3986 – *pièce n°15* ).

Il n'est plus sérieusement contestable, dans ces conditions, que **l'acte de gouvernement** n'a plus sa place dans l'**ordonnancement juridique de la France du XXI<sup>e</sup> siècle**.

\*

Il doit être, ici, rappelé que le règlement a pour mission d'appliquer la loi qui y renvoie ( article **13, III** de la **loi n°2015-177** du 16 Février 2015 ) et dont l'objet, en l'occurrence, est le **règlement des conflits d'attribution** ( article **1er** de la **loi** du 24 Mai 1872 relative au Tribunal des conflits, dans sa rédaction issue de l'article **13, I, 3°** de la **loi n°2015-177** du 16 Février 2015 ).

Or, pour prétendre *régler* – c'est dire apporter une **solution définitive** - la situation de **conflit négatif** ( articles **37** et **38** du décret d'application ) et sa **prévention** ( articles **32** et **34** du décret d'application ), le **décret n°2015-233** du 27 Février 2015 reconnaît aux **juridictions de renvoi** ( **juge a quo** ) et au **Tribunal des conflits** ( **juge ad quem** ) un **pouvoir discrétionnaire** dans l'appréciation de la compétence d'attribution.

C'est ce que révèle l'utilisation, à trois reprises, aux articles **32** et **34** du décret susvisé, du terme « *estime* » qui connote un **jugement non motivé**, manifestement contraire aux prescriptions de l'article **16 DDH** garantissant le **droit à un recours juridictionnel effectif**.

Ainsi, de l'article **32** du décret attaqué il ressort que la juridiction saisie en second d'un litige, pour la connaissance duquel la compétence a été irrévocablement déclinée par une juridiction de l'autre ordre, n'aura pas l'obligation de saisir le Tribunal des conflits si elle *estime* que le litige ne ressortit pas à l'ordre de juridiction primitivement saisi.

Cette situation est, à l'évidence, celle que recouvre **l'acte de gouvernement**, savoir l'incompétence de l'ordre juridictionnel français pour connaître du contentieux touchant aux rapports des pouvoirs constitutionnels.

Une rédaction plus respectueuse de la **mission** conférée par la loi au décret se serait attachée, aux fins de **prévenir effectivement le conflit négatif**, à rendre **obligatoire** la saisine du **Tribunal des conflits** par la juridiction **s'estimant incompétente** à la suite de la déclaration d'incompétence d'une juridiction de l'autre ordre, comme l'a suggéré **Maître KRIKORIAN** dans sa **proposition d'amendement** du 10 Février 2014 tendant à la suppression de l'acte de gouvernement de l'ordonnancement juridique républicain ( *pièce n°17* ).

De même, il résulte de la combinaison des **deux alinéas** de l'article **34** du **décret n°2015-233** du 27 Février 2015 que le **Tribunal des conflits** pourra très bien annuler la procédure suivie devant la juridiction de renvoi sans, pour autant, renvoyer l'examen du litige ou de l'exception à la juridiction ayant décliné, la première en date, sa compétence.

Là encore, seule la référence implicite à la **théorie des actes de gouvernement** peut expliquer – mais non justifier – une telle disposition réglementaire.

.../...

A l'identique, l'article 37 du décret susvisé, s'il permet aux justiciables confrontés à un **conflit négatif déclaré** de saisir le **Tribunal des conflits** « *aux fins de désignation de la juridiction compétente* », **aucune garantie** ne leur est fournie quant à l'**effectivité** de la désignation par celui-ci de la juridiction compétente. Il est significatif, dans cet ordre d'idées, de relever l'**absence de toute disposition prescriptive** à l'égard du **Tribunal des conflits** sous la forme « *Le Tribunal des conflits désigne, dans ce cas, la juridiction compétente.* ».

La formule « *Aux fins* » rend compte, dans la rédaction de l'article 37 du décret attaqué, davantage d'un **droit des parties de saisir le Tribunal des conflits**, plus que d'une **obligation** de celui-ci de désigner la juridiction nationale compétente. La requête des justiciables venant d'essayer **deux déclarations irrévocables d'incompétence** ne fait que **tendre à** ( ce qui renvoie à la notion de **limite** ) la désignation de la juridiction compétente, sans pouvoir exiger que leur but légitime soit, en définitive, atteint.

Le **Tribunal des conflits** s'autorisera, dès lors, dans la conception des rédacteurs du décret attaqué, à avoir la même appréciation que celle qui l'aurait conduit, dans le cas de l'article 34 (**prévention du conflit négatif**), à écarter la compétence tant de l'ordre administratif que de l'ordre judiciaire et créer ipso facto un **déni de justice**.

En outre, le décret ( article 38 ) rompt **sans justification ni nécessité** avec la solution jurisprudentielle antérieurement dégagée par le **Tribunal des conflits**, en cas de **conflit négatif ouvert**, aux termes de laquelle :

« ( ... ) *ni les dispositions ( de l'article 17 du décret des 26-28 Octobre 1849 ) ni aucune autre disposition législative ou réglementaire n'impartit de délai aux parties pour exercer un tel recours; ( ... )* » ( **TC, 1er Juillet 2002, M. LE COAT, n°3299** ).

**Nulle raison impérieuse d'intérêt général** ne peut, en effet, justifier que la saisine du Tribunal des conflits, dont l'objet est de **faire cesser un déni de justice**, soit enfermée dans un délai aussi court de **deux mois**.

La logique qui préside – ou devrait présider, au vu de l'article 16 DDH - à la récente réforme législative est inverse : le recours tendant à **faire cesser un déni de justice** doit être maintenu ouvert **tant que dure cette injustice**.

A l'évidence, les solutions auxquelles conduisent l'application du décret litigieux sont **incompatibles** avec la loi qu'il est censé appliquer dont l'objet est de **régler le conflit d'attribution** et de **prévenir le déni de justice** que prohibe l'article 16 DDH ( v. la proposition d'amendement de **Maître Philippe KRIKORIAN** du 10 Février 2014 - *pièce n°17* ).

\*

.../...

**II-B-3/ L'ABSENCE DE MESURES TRANSITOIRES EST CONTRAIRE AU PRINCIPLE DE SECURITE JURIDIQUE ET PARALYSE L'EXERCICE EFFECTIF DU DROIT CONSTITUTIONNEL D'ACCES AU JUGE DU CONFLIT**

On sait, à cet égard ( v. aussi **recours pour excès de pouvoir** du 30 Avril 2015, pages **168-169/174 – pièce n°9** ), que l'**autorité investie du pouvoir réglementaire** est tenue d'édicter, pour des motifs de **sécurité juridique**, les **mesures transitoires** qu'implique, s'il y a lieu, une **réglementation nouvelle**, si les règles nouvelles sont susceptibles de porter une **atteinte excessive** à des **situations contractuelles en cours qui ont été légalement nouées** ( **CE, Ass. 24 Mars 2006, Société KPMG**, n°288460, 288465, 288474, 288485 ) ou aux **intérêts publics ou privés en cours** ( **CE, Section, 13 Décembre 2006**, n°287845 ).

Or, il est constant, comme susdit, que :

**1°) Monsieur et Madame Grégoire KRIKORIAN,**

**2°) Monsieur et Madame Jean AGOPIAN,**

**3°) Monsieur Jean-Marie AGOPIAN,**

**4°) Monsieur Gilbert BEGUIAN,**

**5°) Monsieur Jacques KURKDJIAN,**

**6°) Monsieur Jean JURAMY,**

présentement requérants,

ont, par acte du 19 Novembre 2014, saisi le **Tribunal des conflits**, sur le fondement de l'article **17** du **décret** du 26 Octobre 1849 ( *pièces n°20 et 21* ), aux fins de voir désigner la ou les juridictions compétentes pour connaître de leur demande tendant à faire délivrer injonction au Premier ministre de déposer un **projet de loi** ayant pour objet de transposer **adéquatement** – c'est dire à **l'exclusion du paragraphe 4 de son article 1er** - la **décision-cadre** 2008/913/JAI du Conseil du 28 Novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal ( JOUE 06 Décembre 2008, I. 328/55 ).

Or, l'article **17** du **décret** du 26 Octobre 1849, fondement juridique de leur recours, a été **abrogé** par l'article **49** du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015, lequel ne réserve pas, s'agissant des **conflits négatifs**, le cas des **instances introduites devant le Tribunal des conflits avant son entrée en vigueur**.

De plus, l'article **50, alinéa 2** du décret litigieux ne précise son application dans le temps qu'en ce qui concerne les **conflits positifs**: les dispositions législatives et réglementaires les concernant « *sont applicables aux procédures donnant lieu à un déclinatoire de compétence présenté à compter du 1er avril 2015.* »

Ainsi, en application du décret attaqué ( articles **37, 49 et 50, alinéa 1er** ), le **Tribunal des conflits** pourrait prochainement se considérer comme **dessaisi** dudit recours introduit le 19 Novembre 2014, dès lors que l'arrêt rendu le 30 Janvier 2014 ( *pièce n°4* ) par lequel la **Cour d'appel d'Aix-en-Provence** s'est, à son tour, **déclarée incompétente** pour connaître du même litige pour lequel le **Conseil d'Etat** avait décliné sa propre compétence par arrêt du 26 Novembre 2012 ( *pièce n°3* ), **n'est pas irrévocable**, pour avoir été frappé d'un **pourvoi pendant devant la Cour de cassation** ( *pièces n°5, 13, 18, 19 et 22* ).

La solution est **nouvelle** par rapport à l'ancien droit, qui n'exigeait pas que les décisions déclinant la compétence des deux ordres de juridiction **fussent irrévocables** ( **TC, 06 Novembre 1967, Sté des bois du Sud c/ Sté néo-calédonienne d'énergie**, n°1896 ).

Il était nécessaire, dès lors, aux fins d'assurer une **protection juridictionnelle effective** aux justiciables qui, à l'instar des requérants susnommés, ont saisi le **Tribunal des conflits avant l'entrée en vigueur** du décret attaqué, de prévoir que celui-ci ne s'appliquerait qu'aux instances introduites à compter du 1er Avril 2015.

En effet, le **Conseil d'Etat** juge que « *l'exercice du pouvoir réglementaire implique pour son détenteur la possibilité de modifier à tout moment les normes qu'il définit sans que les personnes auxquelles sont, le cas échéant, imposées de nouvelles contraintes, puissent invoquer un droit au maintien de la réglementation existante ; qu'en principe, les nouvelles normes ainsi édictées ont **vocation à s'appliquer immédiatement**, dans le respect des exigences attachées au **principe de non-rétroactivité** des actes administratifs ; que, toutefois, il incombe à l'autorité investie du pouvoir réglementaire, agissant dans les limites de sa compétence et dans le respect des règles qui s'imposent à elle, d'édicter, pour des **motifs de sécurité juridique**, les **mesures transitoires** qu'implique, s'il y a lieu, cette **réglementation nouvelle** ; qu'il en va ainsi lorsque **l'application immédiate** de celle-ci entraîne, au regard de l'objet et des effets de ses dispositions, une **atteinte excessive aux intérêts publics ou privés en cause** ; »*

( **CE, Section, 13 Décembre 2006, n°287845** ).

Le défaut de mesures transitoires est sanctionné par l'**annulation** du décret.

C'est le même **principe de sécurité juridique** qui préside à la règle jurisprudentielle dégagée par la **Cour de cassation** selon laquelle **doit être écartée l'application immédiate** d'une règle de prescription nouvelle dans une instance en cours dès lors qu'elle « *aboutirait à priver la ( partie à qui elle est opposée ) d'un **procès équitable**, au sens de l'article 6 § 1 de la **Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales**, en lui interdisant l'accès au juge; ( ... )* »

( **Cass. Ass. Plén. 21 Décembre 2006, Sté La Provence c/ Mme Véronique D.**, n°A 00-20.493 – *pièce n°23* ).

A défaut de toute disposition transitoire dans le décret attaqué, concernant les **conflits négatifs**, le dessaisissement du **Tribunal des conflits** qu'entraînerait l'**application immédiate** de la **nouvelle réglementation** à l'instance introduite par les requérants (**Monsieur et Madame Grégoire KRIKORIAN et a.** susnommés ) le 19 Novembre 2014 ( *pièces n°20 et 21* ), savoir, **avant son entrée en vigueur**, ferait subir, au regard de l'objet et des effets des nouvelles dispositions réglementaires, aux **intérêts privés en cours**, des **conséquences manifestement excessives et contraires au principe de sécurité juridique**.

Il y aura lieu, partant, comme demandé dans le **recours pour excès de pouvoir** du 30 Avril 2015 ( *pièce n°9* ), d'**annuler** le **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 **en tant qu'il ne comporte pas, s'agissant des conflits négatifs, de mesures transitoires relatives aux instances en cours** devant le **Tribunal des conflits** à la date de son entrée en vigueur intervenue, conformément à l'article **1er** du Code civil, le 1er Avril 2015, date fixée par son article **50, alinéa 1er**.

La **suspension** de l'exécution dudit décret s'en déduit logiquement.

\*

**PAR CES MOTIFS**

Vu le **principe de prééminence du Droit**,

Vu la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** du 26 Août 1789 et notamment ses articles **1er, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 13, 15, 16** et **17**,

Vu le **Préambule de la Constitution** du 27 Octobre 1946, notamment ses **alinéas 1er et 9**,

Vu la **Constitution** du 4 Octobre 1958, notamment ses articles **1er, 13, 34, 55, 61-1** et **62**, **alinéas 2** et **3**, ensemble les articles **23-1** à **23-12** de l'**ordonnance n°58-1067** du 07 Novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel,

Vu le **Traité de Lisbonne** signé le 13 Décembre 2007 et entré en vigueur le 1er Décembre 2009 dont sont issus notamment le **Traité sur l'Union européenne ( TUE )** et le **Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ( TFUE )**,

Vu l'article **2 TUE**,

Vu l'article **267 TFUE**,

Vu la **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne**, notamment ses articles **1er, 4, 7, 14, 15, 16, 17, 20, 21** et **47**,

Vu la **directive 77/249/CEE** du Conseil du 22 Mars 1977 tendant à **faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats** ( JOUE L 78 du 26 Mars 1977, p. 17 ),

Vu la **directive 98/5/CE** du 16 Février 1998 du **Parlement européen et du Conseil** visant à **faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** ( JOUE L 77 du 14.03.1998, p. 36 ),

Vu la **loi** des 16-24 Août 1790, ensemble le **décret** du 16 Fructidor An III,

Vu la **loi** des 16 Août – 2 Septembre 1790 ( **liberté de la défense *in propria persona*** ),

Vu les articles **1er, 3, 4, 6, 8, 9, 13, 14**, de la **Convention européenne des droits de l'homme** et **1er** de son **Premier Protocole additionnel**,

Vu les articles **2, 7, 8, 14, 17, 18** et **26** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966,

Vu les articles **L. 521-1, L. 522-1** du Code de justice administrative, ensemble les articles **L. 911-1** et **L. 911-3** du même Code,

Vu la **loi** n°71-1130 du 31 Décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques,

.../...

Vu la **loi** n°2015-177 du 16 Février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ( *pièce n°2* ),

Vu le **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles ( *pièce n°1* ),

Vu la **décision** du **Conseil constitutionnel n°86-224 DC du 23 Janvier 1987**, Loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence, consid. **15** ( *pièce n°11* ),

Vu la **décision** du **Conseil constitutionnel n°89-261 DC du 28 Juillet 1989**, Loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France, consid. **19** ( *pièce n°12* ),

Vu l'**arrêt** rendu le 04 Février 2015 par la **Première Chambre civile** de la **Cour de cassation**, **Grégoire et Suzanne KRIKORIAN et a. c/ Premier ministre et Préfet des Bouches-du-Rhône**, n°B 14-21.309, **QPC** ( *pièce n°13* ),

Vu la **requête** déposée le 30 Avril 2015 à 21h22 au **Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat** ( *pièce n°9* ) tendant à l'**annulation** pour **excès de pouvoir** du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles ( *pièce n°1* ),

Vu le **mémoire portant question prioritaire de constitutionnalité** déposé le 30 Avril 2015 à 21h22 au **Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat** à l'occasion et à l'appui du **recours pour excès de pouvoir** susvisé ( *pièce n°9* ),

Vu les **autres pièces inventoriées sous bordereau**,

**1°) PRONONCER la suspension de l'exécution du décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 **relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles** ( JORF 1er Mars 2015, texte 9 sur 45 ) ( *pièce n°1* );

SUBSIDIAIREMENT,

**2°) PRONONCER la suspension de l'exécution** des articles **5, 32, 34, 37, 38, 49 et 50, alinéa 1er** du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 **relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles** ( JORF 1er Mars 2015, texte 9 sur 45 ) ( *pièce n°1* );

EN TOUT ETAT DE CAUSE,

**3°) DIRE ET JUGER** que, dans l'attente du jugement de la requête ( *pièce n°9* ) tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du **décret** n°2015-233 du 27 Février 2015 **relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles**, le **décret** du 26 Octobre 1849 relatif aux formes de procéder du Tribunal des conflits sera applicable, à l'exception de l'**alinéa 2** de son article **17**, aux **conflits négatifs** dont le Tribunal des conflits aura été saisi avant le 1er Avril 2015, à l'instar de celui dont les requérants ont saisi le juge du conflit le 19 Novembre 2014 ;

Vu l'article **L. 761-1** du Code de justice administrative,

**4°) CONDAMNER l'Etat pris en la personne de Monsieur le Premier Ministre à payer à chacun des requérants la somme de 6 000,00 € ( SIX MILLE EUROS ) avec intérêts au taux légal à compter du 27 Février 2015, date de l'édition de la décision attaquée, au titre des frais engagés pour l'instance et non compris dans les dépens, ainsi qu'aux entiers dépens;**

Vu l'article **R. 522-13** du Code de justice administrative,

**5°) DIRE et JUGER** que l'ordonnance à intervenir sera **exécutoire** aussitôt qu'elle aura été rendue,

En outre, vu l'**urgence**,

**6°) ORDONNER** que le dispositif de ladite ordonnance assorti de la **formule exécutoire** prévue à l'article **R. 751-1** du même code sera communiqué sur place aux parties qui en accuseront réception ;

Vu l'article **R. 761-1** du Code de justice administrative,

**7°) CONDAMNER l'Etat pris en la personne de Monsieur le Premier ministre aux entiers dépens ;**

**SOUS TOUTES RESERVES** de tous autres éléments de droit ou de fait à produire ultérieurement par mémoire complémentaire ou de tous autres recours.

Fait à Marseille, le **03 Mai 2015**

Pour les requérants,

**Maître Philippe KRIKORIAN**  
( signature électronique  
article 1316-4, alinéa 2 du Code civil )

.../...

**I-/ PRODUCTIONS****I-A/ PIECES PRODUITES LE 30 AVRIL 2015 DEVANT LE CONSEIL D'ETAT AU SOUTIEN DU RECOURS POUR EXCES DE POUVOIR DIRIGE CONTRE LE DECRET N°2015-233 DU 27 FEVRIER 2015 – N° PROVISOIRE 31886**

1. **Décret n°2015-233 du 27 Février 2015** relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles
2. **Loi n°2015-177 du 16 Février 2015** relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
3. **Arrêt n°350492** rendu le 26 Novembre 2012 par le **Conseil d'Etat ( rejet de la requête** enregistrée le 30 Juin 2011 – **incompétence de la juridiction administrative)**
4. **Arrêt n°2014/84** rendu le 30 Janvier 2014 par la **Première Chambre C** de la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence ( RG n°13/11760 – incompétence de la juridiction judiciaire – dix-sept pages )**
5. **Facture d'un montant de 8 400,00 € TTC** établie le 23 Juin 2014 par **Maître Yves RICHARD**, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ( **Monsieur et Madame Grégoire KRIKORIAN et a., - pourvoi en cassation c. CA Aix-en-Provence 30 Janvier 2014 et saisine directe du Tribunal des conflits – art. 17 du décret du 26 Octobre 1849 )**
6. **Tribunal des conflits, 17 Novembre 2014, Maître Philippe KRIKORIAN c/ Consorts TASHAN, n°3968**
7. **Ordonnance de référé n°15/398** du 07 Avril 2015 rendue par **Monsieur le Premier Vice-Président du Tribunal de grande instance de Marseille**, faisant droit aux demandes d'injonction de **Maître Philippe KRIKORIAN** aux fins de commission d'office d'un Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ( six pages )
8. **Mandats ( 11 ) aux fins de saisine du Conseil d'Etat**

**I-B/ PIECES PRODUITES LE 03 MAI 2015 DEVANT LE JUGE DES REFERES DU CONSEIL D'ETAT JUSTIFIANT LA DEMANDE DE SUSPENSION DE L'EXECUTION DU DECRET N°2015-233 DU 27 FEVRIER 2015 – N° PROVISOIRE 31890**

9. **Requête aux fins d'annulation pour excès de pouvoir** du décret n°2015-233 du 27 Février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles ( cent soixante-quatorze pages; huit pièces inventoriées sous bordereau )
10. **Accusé de réception automatique du dépôt de la requête** au **Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat** le 30 Avril 2015 à 21h22 ( **n° provisoire 31886** )
11. **CC, décision n°86-224 DC du 23 Janvier 1987**, Loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence, consid. **15**
12. **CC, décision n°89-261 DC du 28 Juillet 1989**, Loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France, consid. **19**
13. **Cass. 1° Civ., 04 Février 2015, Grégoire et Suzanne KRIKORIAN et a. c/ Premier ministre et Préfet des Bouches-du-Rhône, n°B 14-21.309, QPC – [www.philippekrikorian-avocat.fr](http://www.philippekrikorian-avocat.fr), n°190, 06.02.2015**

.../...

14. **Communiqué de presse de Maître Philippe KRIKORIAN** publié le 09 Février 2015 sur le site [www.philippekrikoriant-avocat.fr](http://www.philippekrikoriant-avocat.fr), n°191 intitulé « *L'acte de gouvernement est tombé!* »
15. **TC, 09 Février 2015, M. H c/ Préfet de Seine-et-Marne**, n°3986
16. **Commentaire** publié sur le **site officiel du Tribunal des conflits**, à propos de **TC, 09 Février 2015, M. H c/ Préfet de Seine-et-Marne**, n°3986
17. **Proposition d'amendement de Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 10 Février 2014 tendant à la suppression de l'acte de gouvernement de l'ordonnancement juridique républicain
18. **Déclaration de pourvoi n°B1421309** en date du 21 Juillet 2014, tendant à la **cassation** de l'arrêt rendu le 30 Janvier 2014 par la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence** ( RG n°13/11760 – **déclaration d'incompétence** )
19. **Accusé de réception du mémoire ampliatif** du 18 Novembre 2014, 17h50 ( **pourvoi n°B1421309** )
20. **Requête aux fins de saisine directe du Tribunal des conflits** ( **article 17, alinéa 1er** du décret du 26 Octobre 1849 réglant les formes de procéder du Tribunal des conflits ) déposée le 19 Novembre 2014 au Tribunal des conflits
21. **Accusé de réception de la requête devant le Tribunal des conflits** du 19 Novembre 2014
22. **Rapport de Madame Sophie CANAS**, Conseiller référendaire, communiqué le 14 Janvier 2015, sur **question prioritaire de constitutionnalité - pourvoi n°B1421309**
23. **Cass. Ass. Plén. 21 Décembre 2006, Sté La Provence c/ Mme Véronique D.**, n°A 00-20.493

\*

\*\*\*

**II-/ DOCTRINE**

1. Article de Maître Philippe KRIKORIAN « *Le statut constitutionnel de l'Avocat défenseur* » publié dans la Gazette du Palais, n°336 à 338 des 2-4 Décembre 2007 ( mémoire )
2. Article de Maître Philippe KRIKORIAN « *L'avocat et le juge face au besoin normatif: esquisse d'une théorie générale de l'agir juridictionnel* », Gazette du Palais 19-20 Novembre 2008, pp 10-18 ( mémoire )

\*\*\*

\*